

**SALON INTERNATIONAL DE LA CHAÎNE DE VALEUR ESTHÉTIQUE ET BIEN-ÊTRE.**

2<sup>ème</sup> Edition

du 31 JAN 02 FÉV 2024

Au Musée National Yaoundé.

Infolines: (+237) 650 16 69 10. | Siveb-cmr.com




Récépissé N°00000011/RDA/J06/SAAJP/BAPP du 29 MAI 2023

lavoixdesentreprises@gmail.com

**LA VOIX DES ENTREPRISES**

N° 024 du Mercredi 18 Octobre 2023 - TEL: (+237) 674114156 - DP: Raphael Mforlem

**CEMAC**

**New Manager at the Head of Fedhen Capital**



**PAGE 5**



**PROGRAMME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER**



**Le Cameroun ovationné à Marrakech**

**PAGE 6**

**RECouvreMENT DES CREANCES**

**Le Port Autonome de Douala doté des pleins pouvoirs**

La cérémonie de prestation de serment des agents du Groupe du Port autonome de Douala (PAD) a eu lieu le 13 octobre 2023 au Tribunal de Grande Instance du Wouri.

**Page 2**

**FINANCIAL MARKET**

**Structure Managers Receive Operation Approval**

**PAGE 4**

**HUILE DE PALME**

**Le Cameroun augmente ses importations de 71%**

**PAGE 6**



M. FRANCIS NGANNOU CHAMPION UFC

Francis Ngannou a déclaré dans son discours à l'université des TIC :

Récemment, j'ai découvert que l'université des TIC. Après avoir consulté le site web de l'université pour effectuer des recherches, j'ai découvert qu'il s'agissait d'une institution académique très estimée. C'est pour cette raison que mon jeune frère y est inscrit. J'exprime mon approbation à l'égard de l'Université des TIC.

Francis Ngannou, champion du monde des poids lourds, merci d'avoir visité le campus de l'Université des TIC.

Toute la famille de l'U-TIC du monde entier est à vos côtés pour votre prochain combat.

LES CANDIDATURES TARDIVES SERONT ACCEPTÉES À L'UNIVERSITÉ DES TIC JUSQU'AU 20 OCTOBRE 2023.

**THE ICT UNIVERSITY**

CONTACTE: +237 682 388 572 +237 695 811 111

ADRESSE MESSASSI YAOUNDE

**B.Sc. - M.Sc. - Ph.D.**

WWW.ICTUNIVERSITY.EDU.CM Admissions@ictuniversity.edu.cm

## ENTREPRISES

RECOUVREMENT  
DES CRÉANCES

La cérémonie de prestation de serment des agents du Groupe du Port autonome de Douala (PAD) a eu lieu le 13 octobre 2023 au Tribunal de Grande Instance du Wouri.

## Le Port Autonome de Douala doté des pleins pouvoirs

C'est dans le cadre de la mise en œuvre du Privilège du Trésor dont le Port Autonome de Douala (PAD) est bénéficiaire depuis la promulgation de la Loi N°2023,018 du 25 juillet 2023 régissant les garanties et le recouvrement des créances par les entités publiques bénéficiaires du privilège du Trésor, que les agents du groupe du Port autonome de Douala ont prêté serment le 13 octobre dernier devant le Tribunal de Grande Instance du Wouri. Probité, impartialité et diligence,

sont entre autres engagements que se sont promis de respecter, ces agents du PAD, dans le cadre de leurs fonctions, au cours de cette cérémonie de prestation de serment. En outre, ils ont également juré de respecter les droits des contribuables et des usagers du Port de Douala-Bonabéri. En effet, cette cérémonie de prestation de serment des agents du PAD tenue le 13 octobre dernier devant le Tribunal de Grande Instance du Wouri, est une étape importante

dans la mise en œuvre du Privilège du Trésor. Un privilège qui va permettre au Port autonome de Douala (PAD) de recouvrer ses créances de manière plus efficace et rapide. Outre le recouvrement efficace et rapide des créances, le Privilège du Trésor offre également au PAD un certain nombre de prérogatives en matière de recouvrement des créances. En effet, ces avantages comprennent : un droit de préférence sur les biens du débiteur, y compris les biens meubles et immeubles



Les responsables du recouvrement des créances du PAD, qui ont prêté serment.

; un droit de saisie-vente des biens du débiteur ; un droit de poursuite des débiteurs solidaires. Il est également important de relever que l'objectif du Privilège du Trésor est de garantir le recouvrement

des créances publiques. La mise en branle de ce Privilège du Trésor va permettre au Port Autonome de Douala d'améliorer considérablement sa trésorerie.

Raphael Mforlem

EXPLOITATION DU  
MARBRE

L'obtention de ces permis par la Cimenterie du Cameroun (Cimencam) vient booster ces activités dans la partie septentrionale du pays.

## Cimencam décroche deux permis dans le Nord

La société Cimenteries du Cameroun (Cimencam), filiale de Lafarge-Holcim Maroc, a récemment décroché les permis d'exploitation du marbre de Biou Sud et de Bidzar dans la région du Nord, l'information est contenue dans le rapport 2021 de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (Itie). « Les conventions minières ont été dûment signées, et les permis d'exploitation N°2023,128 et N°2023,129, valables pour l'extraction de marbre au profit de la Société Les Cimenteries du Cameroun (Cimencam S.A.), ont été délivrés par décrets

présidentiels en date du 10 février 2023 », précise le rapport. Il lui a fallu attendre plus de deux ans, avant d'entrer en possession du précieux sésame. C'est en 2012 que Cimencam a obtenu, le permis de recherche pour les besoins de sa cimenterie. Déjà exploitant de marbre et de calcaire dans cette partie du pays, ces permis viendront booster ces activités. « Les sites ne sont pas adjacents, mais ils font sens au niveau de la rentabilité recherchée », a confié une source à Africa Business+ en 2021. Les travaux de recherche ont permis d'identifier des réserves exploitables évaluées à

101,9 millions de tonnes, réparties en 85,2 millions de tonnes pour le site Biou Sud et 16,7 millions de tonnes pour le site Bidzar. Cimencam S.A. prévoit d'extraire annuellement 1,059 million de tonnes sur le site de Biou Sud sur une période d'environ 80 ans, et 0,668 million de tonnes sur le site de Bidzar sur une période d'environ 25 ans, ce qui porte la production totale annuelle à 1,727 million de tonnes. Cette production sera destinée à la fabrication du clinker nécessaire à la production de ciment. Cette annonce intervient au moment où l'entreprise marocaine entame les travaux de



construction d'une nouvelle usine de production de ciment et de clinker à Figuil, sous l'appellation « Cimencam Figuil ». La nouvelle usine disposera d'une capacité de production de 500 000 tonnes par an, et va permettre à Cimencam de passer à 2,5 millions de tonnes de capacité de production globale annuelle. Cimencam Figuil va éga-

lement innover en produisant parallèlement du clinker nécessaire à la fabrication du ciment, avec des perspectives de production de 1000 tonnes de clinker par an. « Les réserves de calcaire qui existent au Cameroun ne nous permettent pas de produire du clinker en quantité suffisante pour la fabrication du ciment. Néanmoins, nous allons utiliser les quantités existantes dans la région du Nord pour produire autour de 1000 tonnes par an, pour le fonctionnement de ces deux usines », renseigne une source à la Cellule de Communication de Cimencam.

Amina Malloum

JCP-MINPMEESA

Le Palais des Congrès de Yaoundé a abrité les 10 au 11 octobre 2023, la 2e édition des Journées de la Coopération et du Partenariat, organisée par le Ministère des PME, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat.

## Le financement des PME au cœur des travaux de Yaoundé

C'est sous le thème : « Financement de l'écosystème entrepreneurial camerounais : quels apports des partenaires ? », que s'est déroulé à Yaoundé les 10 et 11 octobre 2023 la 2e édition des Journées de la Coopération et du Partenariat, organisée par le Ministère des Petites et Moyennes entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat.

Présidés par Achille Bassilekin III, Ministre des Petites et Moyennes entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat (Minpmeesa), en présence d'un parterre impressionnant de personnalités, par-

tenaires techniques et financiers nationaux et internationaux, des Responsables du Minpmeesa, des représentants des PME, des Organisations de l'Économie Sociale et des artisans, les travaux ont permis d'échanger sur la thématique centrale, qui vise à faciliter l'amélioration de l'accès à l'information sur les conditions et modalités de financement accessibles au plus grand nombre de cibles que sont les coopératives, les Très Petites Entreprises (TPE) et les Entreprises Artisanales. En effet, les sujets qui ont meublé ces deux journées d'échanges et de partages ont permis de booster la



contribution des partenaires au financement de l'écosystème entrepreneurial dans l'optique de soutenir la transformation structurelle de l'économie camerounaise. À la fin des travaux, plusieurs recommandations ont été adressées aussi bien à l'attention du gouvernement, des partenaires ainsi qu'aux

Le Minpmeesa, en plein visite des stands lors des JCP.

Petites et Moyennes entreprises de l'Économie sociale et de l'artisanat (Pmeesa). Pour le gouvernement, il est indispensable de centraliser, coordonner, mettre en réseau et diffuser les différents instruments d'appui au secteur privé, promouvoir les différents instruments de financement alterna-

tif en faveur des Pmeesa, élaborer une stratégie innovante de mobilisation de l'épargne nationale en vue de favoriser le financement des Pmeesa et fournir des efforts en faveur de l'amélioration du climat des affaires nécessaires à la promotion de l'entrepreneuriat.

Les secondes recommandations adressées à l'attention des partenaires techniques financiers visent à aligner les accompagnements techniques et financiers sur les besoins des Pmeesa, ouvrir un dialogue avec les établissements financiers entre autres.

Raphael Mforlem

E-LEARNING

L'entreprise a organisé le 11 octobre dernier, un webinaire en présentiel et en vidéo-conférence pour présenter officiellement sa plateforme de e-learning.

## Ubuntu Group révolutionne la rédaction Web

C'est sous le thème : « Outil d'intelligence artificielle au service de la rédaction web et papier des articles de presse », cet événement s'est tenu dans la salle connectée de l'Institut de recherche pour le développement France (IRD). L'objectif principal étant de présenter en détail la plateforme Ubuntu E-learning et ses formations spécialisées dans divers domaines, tels que la communication et le marketing digital, la gestion de projet et le développement des collectivités territoriales. Au cours de la présentation, le représentant de Ubuntu Development Group au Cameroun, a dévoilé les bienfaits de l'intelligence artificielle,

dans le domaine de la rédaction Web. En effet, Ubuntu E-learning a révolutionné la rédaction journalistique en offrant aux rédacteurs des outils puissants pour améliorer leur efficacité et leur qualité de travail, afin de développer leurs compétences et de propulser leur carrière vers de nouveaux sommets. En effet, Ubuntu E-learning a révolutionné la rédaction journalistique en offrant aux rédacteurs des outils puissants pour améliorer leur efficacité et leur qualité de travail, afin de développer leurs compétences et de propulser leur carrière vers de nouveaux sommets. Ces formations visent à favoriser la coopération entre les pays du Nord et

du Sud, en facilitant l'échange de connaissances et d'expériences. L'entreprise continue de travailler ardemment pour enrichir la plateforme Ubuntu E-learning et répondre aux besoins changeants des différents secteurs auxquels les formations sont destinées, « nous formons et accompagnons les professionnels et entreprises qui souhaitent bénéficier de notre expertise afin de leur permettre d'évoluer dans leur domaine d'activité respective », a indiqué le représentant de l'entreprise au Cameroun. À l'issue de ce webinaire, un appel a été lancé à l'endroit des personnes désireuses de bénéficier d'une formation de qualité. « Pour ceux qui sou-



Les participants présents au webinaire organisé par Ubuntu Group.

haitent découvrir Ubuntu E-learning et bénéficier de formations de qualité, il suffit de se rendre sur le site [www.ubuntulearn.net](http://www.ubuntulearn.net) et de commencer le voyage vers le succès ». Ubuntu Development Group, en collaboration avec l'IRD, a franchi une étape importante dans la

promotion de l'éducation et de la formation de qualité, en mettant à disposition une plateforme novatrice qui façonne l'avenir en rendant l'accès aux formations de qualité pour tous les professionnels dans l'objectif de contribuer au développement inclusif des acteurs de développement.

L'entreprise a par ailleurs exprimé sa gratitude à l'endroit l'IRD, le réseau Repac, le site d'information [abelainfo.com](http://abelainfo.com) et tous les participants pour leur soutien précieux. Ubuntu Development Group, s'est engagé à rendre l'éducation et la formation de qualité accessibles à tous grâce à Ubuntu E-learning.

Raphael Mforlem

## BANKING AND FINANCE

### PUBLIC SECURITIES MARKET

**Cameroon has failed to raise an issue of 20 billion FCFA solicited in the form of Assimilable Treasury Bills (BTAS), at 26 weeks of maturity. This is the report of the operations of the Treasury securities market for the week of October 02 to 06, 2023.**

## Cameroon Collects 9.5 billion on an Issue of 20 billion FCFA

**F**or its first release in October, Cameroon records a failure on a raising of 20 billion FCFA. Race results, Yaoundé collects only 9.5 billion FCFA in the prize pool. The interest rate backed by this operation is 5.75%, sticking to the report on the operations of the Treasury securities market for the week of October 02 to 06. The country is thus struggling to get investors in the subregion to run on its securities, which has never defaulted on payments since 2011, when Public Securities Market was launched.

Despite the increase in the interest rate proposed to investors, Cameroon remains the country with the cheapest debt on the BEAC public security market. This is also revealed by the monthly statistics of the Cemac treasury securities market for the month of September 2023. During this period, Paul Biya's country offered average interest rates of 5.67 % on its over-the-counter loans. It goes without saying that the Cameroonian Public Treasury exceeded the 6 % bar on its OTA (against 9.44 % for Congo, 9.26 % for



Gabon, 9.54 % for the Central African Republic (CAR) and 8.33 % for Chad). Despite the revaluation by Cameroon of its interest rate threshold of 3 % previously practiced on OLTs, Chad remunera-

ted investors at 7.06 %, against 6.47% for Congo, 6.30 % for Gabon and 6.96 % for Equatorial Guinea. All told, the Cameroonian Public Treasury has charged half the interest rates offered to investors by Chad and the CAR on OTAs. This increase in costs is a consequence of the austerity monetary policy put in place by BEAC to counter inflation. Estimated at 1,305.9 billion FCFA, Cameroon's outstanding debts have increased by 5.20 % month-on-month. At the end of September 2023, it re-

presents 21.7 % of the overall envelope of the financial commitments of the CEMAC countries (6,027.19 billion FCFA). By categories of holders, the Treasury Securities Specialists (SVT) invested up to 887.82 billion FCFA on Cameroon securities in the period under review, or 66.91 % of the total outstanding. Institutional investors, non-SVT credit institutions and individuals hold 19.07% (249.05 billion FCFA), 11.85 % (154.79 billion FCFA) and 1.15 % (15.06 billion FCFA) respectively.

*Sorelle Ninguem*

### FINANCIAL MARKET

**Mangers and their various Organs have been authorized to operate as a stock exchange company (SB) in Central Africa. This comes after an evaluation meeting held by the college of the Central African Financial Market Supervisory Commission (Cosumaf), October 02 in Douala.**

## Structure Managers Receive Operation Approval

**P**aul Onono Abomo, is thus at the head of Contacturer SA Capital to offer services of negotiation, investment, transmission and reception of orders, account keeping, portfolio management under mandate, wealth management consulting and financial canvassing. Holder of an MBA in Banking and finance, his professional experience has been enhanced through various experiences with multinationals in which he has exercised many professions befitting his field of predilection : management control, customer relationship management, manager of intermediaries on the financial market. The former student of the Catholic University of Central Africa (UCAC) is aware of the new



challenges that await him.

Building Emerging Markets Securities After obtaining its approval, Building Emerging Markets Securities integrates the ten SB already active on the financial market of Central Africa, including 10 in Cameroon. This company specialized in integrated professional services consulting, works with

*Cosumaf headquarters*

bilateral and multilateral donors, private companies and government agencies to improve living standards in developing countries. It will provide development of this market segment which, as of December 31, 2022, has 370.1 billion FCFA of assets under management. Societe Generale Capital Asset Management The asset management sector in Cemac is also enriched by Societe Generale (SG) Capital Asset Management, whose approval has just been granted by Cosumaf. To run this subsidiary, the French banking group has chosen Samuel Roger Mbassa Bwindi, the 33-year-old Cameroonian who has just obtained his approval as CEO of the company. Pure product of the Ucac, the financier who has more

than 11 years of experience has officiated as Chief Treasurer within SG on behalf of its 6 subsidiaries in Central and East Africa (Cameroon, Congo, Chad, Equatorial Guinea, Madagascar, Mozambique.), cumulatively to the position of head of treasury, capital markets and ALM within SG Cameroon.

### **Karma alliance Sarl**

Holder of a Bachelor's degree in economics and a master's degree in finance, the Cameroonian Ernestine Chrys Eve Nyetam Nyetam has just obtained her approval as CEO of Karma alliance Sarl. Created in March 2023, this financial investment advisor (CIF) who has just been approved and domiciled in Bezons (France) will now

implement all the means allowing his clients to make an informed investment decision without substituting for them, as for their final decisions. Ernestine Nyetam Nyetam is also co-founder of Inspire Afrika Magazine, a space for exchanges between young executives and entrepreneurs who wish to forge links between Africa and the diaspora. At the finish, the Moore Stephens firm obtained a discharge in order to exercise the activities of Auditor. The Cameroonian subsidiary of the British firm will now have a stranglehold on all the operations of credit institutions approved in Cemac.

CEMAC

The stock exchange company Fedhen Capital, approved in March 2023, has appointed Eugène Cissé Kouoh as new Managing Director of the company. The announcement was made public in a press release recently published by the company.

## New Manager at the Head of Fedhen Capital

As former CEO of A S C A Asset Management and President of the Association of Central African Portfolio Management Companies (ASG-PAC), where he has served for ten years, Eugène Cissé has a solid experience in finance also acquired within the Trading Floors of Standard Chartered Bank in Cameroon, Ivory Coast and Nigeria, where he held va-

rious responsibilities. His career is marked by significant achievements, in particular the management of the Pension Fund of the Bank of Central African States (Beac) whose total assets are estimated at more than 300 million US dollars. He also played an essential role in the deployment of the distribution of mutual funds in the Attijariwafa banking network in the CEMAC zone.



Member of the Association of Inter-

Eugène Cissé Kouoh,  
New Manager of  
Fedhen Capital.

national Currency Traders, the experience of Eugène Cissé Kouoh allows Fedhen Capital to deploy on the CEMAC financial market. "With Eugène Cissé as CEO at the helm, Fedhen Capital aims to revolutionize the financial landscape of Africa," says the company in its press release. "The company will focus on capital markets operations, consulting, structured finance, as well as sector

analysis and research". Its board of directors, there are well-known faces of the financial market, including its president Jean Claude NGBWA. He is the former CEO of the BVMAC, former President of the Central African Financial Markets Commission (CMF), and former Secretary General of the Inter-African Conference of Insurance Markets (Cima).

Sorelle Ninguem

RESERVES AT BEAC

The Cameroonian government had delivered on October 3, 2023 in Yaoundé, the results of the first refining operation of the gold stock held by the Public Treasury, for the purposes of the constitution of state reserves.

## Cameroon Holds its first stock of 500 kg of 24-carat Gold

The interim Minister of Mines, Fuh Calistus Gentry revealed during the ceremony that the operation produced 500 24-carat gold bars, with a total mass of 500.86 kg, as well as silver and copper. On the basis of the joint Minfi (Ministry of Finance) – Minmidt (Ministry of Mines) decree of June 1, 2015, the Former Capam (Support framework for mining crafts) channeled and collected on behalf of the State about 778.04 kg of merged gold. In addition to these 500.86 kg of refined gold already prepared for the constitution of the country's reserves, the govern-

ment should soon refine a new shipment of 218.5 kg of raw gold collected in just 16 months of activities by the National Mining Company (Sonamines). The public company takes over the activities of CAPAM, a government program once intended to promote and develop semi-mechanized artisanal mining in the country. With this first refined gold stock, Cameroon is taking an important step in its Gold project, launched in 2012. According to the officials, the main objectives of this project are to collect from mining companies the share of gold going to the State, according to the provi-

sions of the Mining Code ; and to hand it over to the Public Treasury, which will then be in charge of making ingots to the standards required for the constitution of the country's gold reserves with the central bank. Initially focused on collecting and handing over to the State its share of gold produced in the mining fields of Cameroon, the Gold project was revived from June 13, 2013, with the establishment by the Minister of Finance, Louis Paul Motazé, "responsible for the management and constitution of the strategic gold stock of the State". Speaking at the event, the minister of finance re-



calls that the working group is responsible for monitoring the operations of refining the gold material into monetary gold, according to the standards of the London Bullion Market. Indeed, analyzes the aforementioned platform, "in times of economic uncertainty or financial market volatility, the precious metal fully

Quelques lingos d'or.

plays its protective role. In addition, holding gold allows central banks to increase confidence in their currency and their national economy. The central banks, like many investors, thus choose the yellow metal as a hedge against the erosion of the currency caused by rising prices.

## POLITIQUES PUBLIQUES

### PROGRAMME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

*C'est au cours des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale tenues du 09 au 15 octobre 2023 au Maroc, auxquelles ont pris part, les ministres des Finances et de l'Économie, que le Cameroun a été félicité pour la bonne exécution du Programme Économique et Financier.*

## Le Cameroun ovationné à Marrakech

Outre les travaux en plénière qui ont permis d'aborder les grandes problématiques de la gouvernance économique et financière mondiale à l'instar de la lutte contre l'inflation, les perspectives de l'économie mondiale, l'endettement des Etats..., la délégation camerounaise s'est entretenue le 12 octobre 2023, avec le Directeur du département Afrique au FMI, Abebe Sélassié. Cette rencontre bilatérale a permis aux deux parties de faire le bilan de la mise en œuvre du Programme Économique et Financier que le pays a conclu avec cette institution en juillet 2021 et qui s'achève en mi 2024.

Au terme de leurs échanges, Abebe Sélassié a félicité le Cameroun

pour les progrès réalisés dans le cadre dudit Programme, tout en invitant les autres pays de la Cemac, dans le cadre d'une rencontre avec les Etats de la sous-région, à suivre l'exemple du Cameroun. Toutefois, au regard de l'environnement économique national et international difficile, le chef du département Afrique au FMI a invité les autorités camerounaises à poursuivre dans cette dynamique de réformes, notamment en renforçant la rigueur en matière de gestion de la dette publique et de mise en œuvre de la politique budgétaire de l'État.

Les émissaires du Cameroun ont également participé à la Réunion ministérielle de Haut Niveau sur « l'accélération du financement de

l'émergence africaine », organisée le 12 octobre 2023 à l'initiative de la Ministre Marocaine de l'Économie et des Finances, en marge des Assemblées Annuelles. Cette réunion a débouché sur l'adoption d'un document de référence dit « Déclaration de Marrakech » signée par 48 pays, dont le Cameroun. Ladite Déclaration appelle à la refonte de l'architecture financière mondiale pour favoriser le développement de l'Afrique, ainsi qu'à la mise en place d'une Task force interafricaine. Cette dernière servira de plateforme pour partager les meilleures pratiques et expériences en matière de développement et de financement des infrastructures en Afrique. Elle soutiendra également le développe-



ment des projets d'infrastructures et facilitera les levées de fonds auprès des investisseurs. L'idée étant de mettre l'offre infrastructurelle en adéquation avec la demande économique et sociale en Afrique.

En rappel, les Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale sont un

*Louis Paul Motaze, Minfi, Alamine Ousmane Mey, Minepat, aux Assemblées annuelles du FMI et de la BM à Marrakech.*

grand rendez-vous mondial qui rassemble les acteurs d'horizons divers, notamment les ministres de l'Économie et des Finances, les gouverneurs des Banques centrales des Etats membres de ces deux institutions de Bretton Woods, les acteurs du secteur privé et de la société civile (ONG), les experts issus des milieux universitaires, etc. Ceux-ci échangent sur les grandes questions relatives entre autres au financement du développement et à l'efficacité de l'aide au développement. Cet événement donne ainsi lieu à une série de séminaires, séances d'information, conférences de presse... consacrés à l'économie et à la finance mondiale.

*Raphael Mforlem*

### EXÉCUTION DES PROJETS DU BIP

*Ces chiffres ont été présentés ce 05 octobre 2023 à Yaoundé, au cours de la première session du Comité national de suivi de l'exécution physico-financière de l'Investissement public au titre de l'exercice 2023.*

## Le taux de réalisation affiche 40,77 % au 30 septembre 2023

Les travaux présidés par l'Honorable Rosette Moutymbo Ayayi, Présidente du Comité national de suivi de l'Exécution physico-financière de l'Investissement public, par ailleurs Présidente de la Commission des finances à l'Assemblée nationale, ont permis de faire une évaluation de l'exécution physico-financière des projets inscrits au Budget d'Investissement Public (BIP) au 30 septembre 2023. Au terme de ces assises, les statistiques affichent un taux d'engagement financier de 42,12 % en valeur relative (FCFA 570,07 milliards en valeur absolue) contre 54,41 % à la même période de l'exercice 2022, soit une baisse de 12,29 points ; le taux de liquidation est quant à lui de 37,40 % en valeur relative (FCFA 506,23 milliards en valeur absolue) contre 53,23 % au terme du mois de septembre 2022, soit une perte de 15,83 points ; le taux

d'ordonnement est de 34,98 % en valeur relative (FCFA 473,54 milliards en valeur absolue) contre 49,86 % à la même période de l'exercice 2022, soit une diminution de 14,88 points ; et le taux d'exécution physique des projets affiche 40,77 % contre 56,10 % à la même période de l'exercice 2022, soit une baisse de 15,33 points.

Cette tendance baissière de la situation globale de l'exécution physico-financière par rapport à la même période en 2022 est principalement liée à l'exécution peu satisfaisante des projets relevant des financements extérieurs. Ceux-ci affichent un taux de décaissement de 25,93 % contre 58,28 % à la même période en 2022, soit une baisse de 32,35 points et un taux de réalisation physique de 33,11 % contre 61,78 % à la même période en 2022, soit une diminution de 28,67 points.

Toutefois, on observe une



hausse de l'exécution des projets relevant des crédits délégués et des ressources transférées par rapport à la même période de l'exercice 2022. De manière spécifique, l'évaluation indique un taux d'engagement de 67,19 % contre 19,94 % à la même période de l'exercice 2022, soit un gain de 47,25 points ; un taux de liquidation de 25,58 % contre 8,08 % au terme du troisième tri-

mestre de l'exercice 2022, soit une hausse de 17,50 points ; et un taux d'exécution physique de 41,53 % contre 40,52 % au 30 septembre 2022, soit une augmentation de 1,01 point. L'on note que les régions de l'Ouest et du Nord-ouest enregistrent les meilleures performances avec des taux d'exécution physique respectifs de 58,86 % et 58,67 %.

Pour la Présidente du Comité National de Suivi de l'Exécution Physico-financière de l'Investissement Public, « ce taux est acceptable au regard de l'environnement et aux réalités sur le terrain ». Rosette Ayayi précise qu'il faut tenir compte d'un certain nombre d'aléas. « Il y a des disparités selon les régions, les départements ministériels..., mais il faut tenir compte de leurs difficultés pour pouvoir analyser le taux », souligne-t-elle.

Notons que l'exécution des

projets du BIP est influencée par le contexte économique national et international marqué par le renchérissement des coûts des matériaux locaux et des produits importés. D'autres difficultés sont liées au non-respect des plans de passation des marchés ; à l'infirmité de certains appels d'offres ; aux lenteurs dans l'exécution physique de certains projets à financement conjoint en raison de l'insuffisance de la dotation des Fonds de Contrepartie (FCP) ; la faible appropriation des procédures d'exécution des FCP et subventions d'investissement ; la crise sécuritaire dans certaines régions, entre autres. Selon Rosette Ayayi, il faut sensibiliser, informer et former les acteurs sur les différentes mesures prises par le gouvernement pour améliorer et optimiser l'exécution des projets du BIP.

*Raphael Mforlem*

## HUILE DE PALME

Comparativement à 2022, le pays va finalement faire recours à 200 000 tonnes d'huile de palme brute en 2023 à la demande des industries de transformation.

# Le Cameroun augmente ses importations de 71 %

**E**n 2023, ce sont finalement 200 000 tonnes d'huile de palme brute que le gouvernement camerounais aura importées. Par rapport aux 143 000 tonnes de 2022, ce volume est en hausse de 57 tonnes (+71,5 %) en glissement annuel. Les chiffres ont été révélés le 5 octobre 2023 au cours d'un point de presse de l'Association des raffineurs des oléagineux du Cameroun (Asroc). « Ces importations qui se font généralement au taux de douane de 5 % et en exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ont été revues à la hausse en raison de l'accroissement de la demande dans les industries de transformation qui s'amoncellent

dans le pays, alors que la production d'huile de palme de s'accélère guère », a expliqué le secrétaire général de l'Asroc, Jacques Kemleu. En effet, les importations d'huile de palme brute en 2023 sont un record si on les compare aux sept dernières années. En 2017, le pays a importé 96 000 tonnes, 80 000 en 2019. Sensiblement, 100 tonnes ont été importées en 2018 et en 2021 ; 70 000 en 2020 et 143 tonnes en 2022. L'on apprend tout de même que ces importations sont nécessaires dans la mesure où elles permettent d'éviter une pénurie des produits finis tels que l'huile de palme raffinée en particulier et peut-être le savon de ménage, tout



L'huile de palme.

comme le risque d'inflation qui pourrait en découler. Mais au regard de la courbe ascendante des importations qui aggravent le déficit de la balance commerciale, le SG de l'Asroc craint une accentuation du manque déjà estimé à 160 000 tonnes pour une production nationale estimée à 400 000 tonnes.

Pour réduire, voire, mettre fin aux importations, la seule solution qui s'impose est d'accélérer la production locale. Pour ce faire, les regards sont tournés vers les programmes mis en place pour juguler la situation. D'abord, le Minepat et l'union des exploitants de palmier à huile du Cameroun (Uniexpalm) ont signé une convention de 3,6 milliards de FCFA pour la mise en œuvre du programme d'appui à la fertilisation de la palmeraie villageoise (Pafpv). De plus, on peut citer le Projet d'amélioration de la productivité de la filière palmier à huile (Aprocom-PH). Même si cette initiative, financée à hauteur de 3,2 milliards

de FCFA, ne pourra pas combler le déficit observé, il devrait tout de même apporter 10 433 tonnes d'huile de palme brute par an. Une autre solution salvatrice proviendrait de Pamol Plantations Plc qui reste confrontée à la crise sécuritaire ayant entraîné l'arrêt de ses activités dans ses principaux sites d'exploitation (notamment au Sud-Ouest). Selon la CTR, l'on a assisté au « report de livraison de la nouvelle huilerie d'une capacité de 30 t/h extensible à 60t/h prévue en 2021, et pour laquelle une somme de 5,2 milliards de FCFA a été virée par l'Etat dans les comptes de la Pamol ».

Marius Zogo

## ÉLEVAGE

L'objectif de ce projet est d'inciter les aviculteurs souvent découragés par les pertes dues à la survenue des épizooties ou d'autres facteurs conjoncturels, à reprendre leur activité.

# Le gouvernement veut mettre en place une assurance avicole

**Q**ue ce soit pendant la production, le transport, la vente des poulets et œufs de table ou surtout à la survenue d'une épizootie, le secteur avicole est exposé à de nombreux risques qui se résument aux pertes financières énormes. Ce qui amène parfois les aviculteurs et les accoueurs à abandonner l'activité en dépit du déficit de production qui s'installe. « Depuis 2017, la production avicole a eu tendance à chuter en raison des différentes crises de grippe aviaire en 2016 avec la résurgence en 2017 et puis celle de 2021. Le Covid aussi a eu un fort impact sur la filière puisque nous sommes passés de près de 62 millions de volailles en 2016 à 22 millions de volailles en 2021 », a révélé le rapport présenté

par le Dispositif d'appui à la compétitivité du Cameroun (Dacc). C'est pour pallier cette situation que le gouvernement camerounais à travers le Dacc, envisage d'implémenter une assurance avicole. Les enjeux ont été dévoilés au cours de l'atelier de restitution de l'étude sur la mise en place d'une assurance avicole. « L'objectif de l'assurance, c'est que les aviculteurs puissent se développer et développer la filière parce que le potentiel de cette filière est très important compte tenu de la consommation de plus en plus élevée de viande de poulet », a expliqué Raouf Jaoua, chef de mission du Dacc. Du côté de l'interprofession avicole du Cameroun (Ipavic), Jean-Marie Kemegne estime que l'assurance doit pouvoir protéger les producteurs,



Une avicultrice.

car il est important qu'en investissant qu'ils sachent qu'en cas de calamités, ils peuvent être soutenus. « C'est l'absence de cette assurance qui a fait qu'aujourd'hui, une activité comme la filière avicole qui en 2008 produisait pratiquement 2 millions de poussins semaine, aujourd'hui rendu à 800 000 par semaine ». Pourtant, poursuit-il, «

avec l'avenue de cette assurance, les acteurs vont encore avoir foi à l'activité, ils auront le pouvoir de reprendre et vont redoubler de ferveur dans le travail. Pour le producteur, c'est la promptitude. Nous sommes prêts à souscrire à l'assurance quelle que soit la forme, mais à condition qu'elle soit effective », a-t-il relevé. Pour l'heure, les modalités d'application de ladite assurance n'ont pas été dévoilées encore moins des prévisions sur sa mise en place. Mais au-delà du manque d'assurance, l'approvisionnement en intrants agricoles est également un autre problème à régler. Avec la survenue du Covid-19 puis de la guerre russo-ukrainienne, les prix des matières premières ont atteint 34 % en 2023 avec un pic, 80 % pour le blé et 72 % maïs, a-t-on appris

lors de l'atelier. À en croire le chef de mission du Dacc, l'augmentation de la valeur ajoutée passe également par « la diminution du coût des intrants. Les intrants de la filière avicole, c'est 70 % de maïs. Comment diminuer le prix de l'aliment pour les aviculteurs ? C'est en augmentant le rendement des champs de maïs... En général, le rendement du maïs ici est un peu plus de 20 quintaux/ha. Il est de 105 q/ha dans les pays performants comme l'Ukraine, le Brésil. Pourquoi, alors que nous avons ici (au Cameroun), les meilleures conditions en termes de champs, de pluviométries, des terres ? C'est là où il va falloir chercher également d'autres éléments qui vont améliorer la compétitivité de la filière au Cameroun », a-t-il indiqué.

Marius Zogo



2<sup>ème</sup> Edition

**SALON INTERNATIONAL DE LA CHAÎNE DE VALEUR  
ESTHÉTIQUE ET BIEN-ÊTRE**

du



**2024**

**31 JAN**

**02 FÉV**



Au Musée National  
Yaoundé.

Infolines:



(+237) 650 16 69 10.



[Siveb-cmr.com](http://Siveb-cmr.com)